

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

26 avril 2024

---

**SOUVERAINETÉ EN MATIÈRE AGRICOLE ET LE RENOUVELLEMENT DES  
GÉNÉRATIONS EN AGRICULTURE - (N° 2436)**

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N ° CE2956

présenté par

M. Bru, Mme Decodts, M. Haury, Mme Métayer, M. Mournet, Mme Mette et M. Perrot

-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE 12, insérer l'article suivant:**

À la première phrase de l'article L. 322-2 du code rural et de la pêche maritime, le mot : « cinq » est remplacé par le mot : « dix ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Pour favoriser le développement des GFA, créés par la loi n° 70-1299 du 31 décembre 1970, la loi n° 74-638 du 12 juillet 1974 a permis aux SAFER, en dérogation au principe voulant que le GFA soit formé « entre personnes physiques », d'acquérir et détenir temporairement une partie de son capital. Leur participation au capital social était toutefois plafonnée à 30 % et elles ne pouvaient se maintenir dans le groupement que cinq ans au plus. La loi n° 2017-348 du 20 mars 2017 a supprimé la première exigence, au regard des missions légales qui leur sont confiées. La seconde subsiste encore.

Les SAFER ont notamment été créées pour soutenir l'installation. En 2021, elles ont accompagné 1 740 premières installations (dont 72 % hors du cadre familial). Cette action est d'ailleurs soulignée à plusieurs reprises dans le rapport de la Cour des Comptes du 14 avril 2023 sur la politique d'installation de nouveaux agriculteurs et de transmission des exploitations agricoles.

Les SAFER contribuent en outre au maintien et au développement d'une agriculture dynamique et durable et elles accompagnent aussi l'État et les collectivités territoriales pour une gestion durable de l'espace rural.

L'exposé des motifs de la loi présente le GFAI comme une réponse aux difficultés liées à la capacité d'investissement des agriculteurs dans leurs projets d'installation et de transmission,

« pensés de manière globale ». Le portage de capitaux et de foncier doit ainsi servir ces objectifs, qui sont au cœur des missions des SAFER. Ne leur permettre d'assurer cet accompagnement que sur une courte période de cinq ans peine à se justifier, y compris dans le modèle du GFA.

Le présent amendement vise à allonger la durée de participation des SAFER au capital des GFA/GFAI afin de leur permettre de soutenir le portage au-delà de l'actuelle durée de cinq ans, en la portant à dix.